



Pendant ce quinquennat, aucune mesure générale de revalorisation salariale n'a été prise alors même que les pertes de pouvoir d'achat sont énormes. Plus de 6% depuis 2017. Le gouvernement n'a ainsi pas daigné dégeler le point d'indice considérant que cela ne rapporterait pas assez aux agent-es eu égard à ce que cela coûte au budget de l'Etat. Quel mépris envers les 5 millions d'agent-es publics pour lequel aucune reconnaissance globale n'aura eu lieu pendant ces 5 longues années marquées pourtant par leur engagement sans faille dans les conditions particulièrement difficiles qui perdurent encore.

Nos organisations Cgt Fonction publique, FSU et Solidaires Fonction publique vous ont interpellée à de multiples reprises sur la problématique salariale dans la fonction publique. Un dernier courrier vous a été adressé le 16 novembre vous rappelant nos revendications immédiates et l'urgence à agir.

De votre déclaration en ce début de réunion, il apparaît que vous n'avez entendu aucun des points qui y figuraient et que les agent-es publics ne verront donc pas collectivement leur situation s'améliorer avant la fin de ce quinquennat. Nous le dénonçons avec force.

Comme nous avons pu le dire, le cadre de ce que vous avez pompeusement nommé « conférence sur les perspectives salariales » et qui n'a selon vos propres propos pas vocation à aboutir à des mesures concrètes avant la fin du quinquennat, ne correspond en rien à nos attentes ni celles des agent-es publics que nous représentons. Comment oser dans ces conditions parler de « perspectives » !

Nous soulignons d'ailleurs que le gouvernement a beau jeu de faire de grandes déclarations s'agissant de la nécessaire ouverture de négociations salariales dans le secteur privé quand lui-même se garde bien de donner l'exemple s'agissant de ses propres agents.

Nos organisations syndicales quittent donc cette réunion. Elles confirment également l'arrêt de leur participation au cycle de la conférence salariale, qui n'a de salariale que son titre, et dont la légitimité se trouve bien compromise par l'absence de participation d'organisations représentant une majorité des personnels.

Nous récusons par avance l'idée que nous pratiquerions ainsi la politique de la chaise vide puisque pour l'instant, c'est le gouvernement qui pratique une telle politique s'agissant des négociations salariales souhaitées par tous les agents avec toutes leurs organisations syndicales.

C'est bien de mesures générales concrètes dont les agent-es publics et le service public ont besoin. Il vous revient désormais d'ouvrir enfin et sans attendre de véritables négociations pour lesquelles nous sommes immédiatement disponibles.